

Cette traduction comporte 4 pages
Numéro d'authentification: 267/26
Date: 31/05/2026

Traduction assermentée du croate



RÉPUBLIQUE DE CROATIE
BUREAU DU PROCUREUR MUNICIPAL DE KARLOVAC
Karlovac, Trg hrvatskih branitelja 1

Numéro: KO-DO-236/2026-1
Karlovac, 20 mai 2026
DR/MB

TRIBUNAL MUNICIPAL DE KARLOVAC

KARLOVAC

Sur le fondement de l'article 38, paragraphe 2, alinéa 6 en corroboration avec l'article 341, alinéa 3 du Code de procédure pénale (« Journal Officiel » 152/2008, 76/2009, 80/2011, 121/2011 - texte consolidé, 91/2012, 143/2012, 56/2013, 145/2013, 152/2014, 70/2017, 126/2019, 130/2020, 80/2022, 36/2024, 72/2025 et 13/2006; ci-après CPP/08), je délivre ce

RÉQUISITOIRE

contre:

l'accusé IBRAHIM ERIYLMAS, numéro MBS: 1310974090794, fils de Muslus Eriylmaz et Cemile Kizikilic, née Kizilkilic, né le 13 octobre 1974 en France, Monistrol Sur Loire, ayant le domicilié à Saint Didier, Faubourg de Lyon 8, de nationalité française et turque, agent commercial, sans emploi, titulaire d'un diplôme d'études secondaires, divorcé, père de quatre enfants, comparaissant libre (laissant en liberté),

parce que:

en date du 12 mai 2026 vers 03h20, localité de Vojnovac bb, commune de Josipdol, conformément à un accord préalable avec un personne inconnue, selon des instructions précises reçues sur son téléphone portable de marque Redmi, dans le but d'en tirer un profit financier par le transport illégal de ressortissants étrangers, moyennant une somme d'argent de 1 000 euros, a transporté, à bord d'un véhicule particulier de marque Mazda 3, immatriculé PG NM595 (MNE), six migrants illégaux, à savoir cinq ressortissants du Soudan et un ressortissant du Maroc, qui avaient préalablement entré de manière illégale en Croatie en contournant le contrôle d'immigration, bien qu'il ait eu conscience que ces derniers séjournaient illégalement sur le territoire de la République de Croatie, et les a transportés en direction de Zagreb jusqu'à ce qu'il soit intercepté par des agents de police,

ainsi, en vue d'obtenir un avantage financier illicite, a permis et facilité le déplacement et le séjour irréguliers d'autrui sur le territoire de la République de Croatie,

par ces faits, il a commis l'infraction pénale contre l'ordre public – entrée, circulation et séjour irréguliers en République de Croatie, dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État signataire de l'accord de Schengen, prévue et réprimée par l'article 326, paragraphe 1, du Code pénal (« Narodne novine », n° 125/2011, 144/2012, 56/2015, 61/2015, 101/2017, 118/2018, 126/2019, 84/2021, 114/2022, 114/2023, 36/2024 et 136/2025 ; ci-après : CP).

En vertu de l'article 79, paragraphe 2, du CP, je propose au tribunal de confisquer à l'accusé l'appareil de téléphonie mobile saisi en vertu du procès-verbal de saisie temporaire d'objets, portant le numéro de série 01301113 en date du 12 mai 2026.

Preuves sur lesquelles se fonde l'acte d'accusation et qu'il est prévu de produire lors de l'audience:

1. Rapport d'intervention des agents de police en date du 12 mai 2026 (feuille 14)
2. Procès-verbal de saisie temporaire d'objets, numéro de série 01301113 en date du 12 mai 2026 (feuille 15)
3. Procès-verbal de saisie temporaire d'objets, numéro de série 01301114 en date du 12 mai 2026 (feuille 16)
4. Procès-verbal de saisie temporaire d'objets en date du 12 mai 2026 (feuilles 17-18)
5. Procès-verbal de constatation sur les lieux en date du 12 mai 2026 (feuille 19)
6. Procès-verbal de la première audition de l'accusé avec enregistrement audiovisuel (AV) en date du 12 mai 2026 (feuilles 21-25)
7. Procès-verbal de perquisition de biens meubles et de coffre-fort bancaire en date du 12 mai 2026 (feuilles 29-32).

Motivation

La Direction de police de Karlovačka, Poste de police d'Ogulin a déposé une plainte pénale contre l'accusé Ibrahim Eriyilmaz pour l'infraction pénale d'entrée, de circulation et de séjour irréguliers en République de Croatie, dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État signataire de l'accord de Schengen, au sens de l'article 326, paragraphe 1, du CP.

Les soupçons fondés selon lesquels l'accusé a commis l'infraction en question découlent du rapport d'intervention des agents de police, des procès-verbaux et reçus de saisie temporaire d'objets, ainsi que du procès-verbal de perquisition de biens meubles et de coffre-fort bancaire.

Lors de l'exécution de la procédure probatoire concernant la première audition, l'accusé Ibrahim Eriyilmaz a présenté sa défense, dans laquelle il a déclaré avoir commis cette infraction pour des motifs financiers. Il a indiqué qu'il rencontrait des difficultés financières et qu'il était sans emploi. Étant donné qu'il a besoin d'argent et qu'il ne bénéficie d'aucune aide de la part de ses enfants, il n'a agi que pour l'argent. Il exprime ses regrets et affirme qu'il ne récidivera pas, ayant cruellement besoin de cet argent. Il a commis une grave erreur et il exprime son regret. Il sait qu'il a mal agi et que si la loi l'exige, il ira en prison. Ce qui est fait est fait, cela ne peut plus être corrigé, il le regrette. S'il est remis en liberté, cela lui posera des problèmes car il n'a pas les moyens de payer son voyage. L'organisateur avait publié une annonce sur Facebook, l'a contacté via Facebook et lui a indiqué qu'il effectuerait le transport sur une distance de 130 à 150 km et qu'il recevrait 1 000 euros pour chaque trajet. Il y a deux mois, il a vu cette annonce, il a indiqué qu'il était intéressé par celle-ci. Ils l'ont contacté. L'un d'entre eux s'appelle Oguz, l'autre Durzu ; Oguz lui a expliqué qu'il vivait à Bihać et qu'il avait vécu quatre ans au Monténégro. Les données relatives à ces deux personnes se trouvent dans le téléphone portable, tous deux sont des ressortissants turcs. Ils ont communiqué via WhatsApp et Messenger, il ne les a pas rencontrés en personne. Il est arrivé en Croatie à bord de la voiture dans laquelle il a été intercepté. Il circulait de Podgorica en direction de Dubrovnik. Il a embarqué les migrants sur une route, à trois ou quatre kilomètres du lieu où il a été arrêté par la police. Les migrants se trouvaient sur la route. Il est venu de Lyon au Monténégro il y a trois jours. Il devait effectuer le premier transport avant-hier. Avec le premier véhicule, il n'a pas pu traverser la frontière ; ils ont alors loué un véhicule auprès d'une agence de location de voitures (rent-a-car), ils ont payé, les personnes lui ont envoyé l'adresse, et il s'est rendu en taxi à l'agence pour prendre en charge la voiture. Il dispose de l'adresse. La police à la frontière ne l'a pas laissé entrer en Croatie car il avait un véhicule avec lequel il ne pouvait pas entrer en Europe. Ce véhicule n'avait pas de plaques d'immatriculation, alors il ne pouvait pas quitter le Monténégro; il est donc revenu pour prendre un autre véhicule et ils lui ont envoyé 40 euros pour qu'il puisse payer.

Il a reçu l'argent dans son compte bancaire, et ils lui avaient déjà envoyé de l'argent auparavant. Il devait conduire jusqu'à Zagreb. Il devait recevoir ultérieurement, au cours du trajet, des instructions sur la direction à suivre; il devait recevoir trois localisations jusqu'à Zagreb, et il a reçu ces localisations. Ils voyaient, d'après les localisations, où il se déplaçait. Pour ce transport, il devait recevoir 1 000 euros. Il n'a pas reçu l'argent car il a été intercepté. S'il les avait transportés à la destination, il aurait reçu l'argent par transaction bancaire. Il a photographié et filmé les migrants lors de leur prise en charge et a envoyé les fichiers via WhatsApp. Il n'a pas parlé avec les migrants, ils ne parlent que l'arabe et un peu le français ; ils ont dit qu'ils venaient du Soudan et du Maroc, ils étaient fatigués et avaient très soif, ils étaient dans un très mauvais état. Il est prêt à rester ici afin que les organisateurs soient arrêtés et il est prêt à coopérer.

Il ressort du rapport d'intervention des agents de police en date du 12 mai 2026 que les agents de police, le jour susmentionné vers 03h16 dans la localité de Vojnovac, sur la route nationale 42, ont remarqué un véhicule de marque Mazda 3, immatriculé PG NM595 (MNE), lequel véhicule était visiblement surchargé et embué, raison pour laquelle il existait des soupçons fondés que des migrants illégaux étaient transportés à bord de celui-ci. À 03h20, dans la localité de Vojnovac bb, à proximité du passage à niveau, ledit véhicule a été intercepté par l'émission de signaux lumineux visibles, et le contrôle effectué a permis d'établir qu'il était conduit par l'accusé Ibrahim Eriyilmaz, tandis que six personnes inconnues se trouvaient à bord en qualité de passagers, de sorte qu'un individu de sexe masculin se trouvait sur le siège passager avant, et cinq hommes sur la banquette arrière, dépourvus de documents, selon leurs propres déclarations comme étant cinq ressortissants du Soudan et un du Maroc, pour lesquels il existe des soupçons légitimes qu'ils ont entré, ont circulé et ont séjourné de manière illicite sur le territoire de la Croatie – des migrants illégaux.

Il ressort du procès-verbal de saisie temporaire d'objets, numéro de série 01301113 en date du 12 mai 2026, que les agents de police ont saisi auprès de l'accusé un téléphone portable de marque Redmi, de couleur noire, sans dommages visibles.

Il ressort du procès-verbal de saisie temporaire d'objets, numéro de série 01301114 en date du 12 mai 2026, que les agents de police ont saisi auprès de l'accusé un véhicule automobile de marque Mazda 3, de couleur blanche, immatriculé PG NM595 (MNE), avec sa clé correspondante, le certificat d'immatriculation (carte grise) dudit véhicule étant délivré au nom de la société Meriem d.o.o., ayant son siège au Monténégro, Podgorica, Bulevar Veljka Vlahovca 16.

Il ressort du procès-verbal de perquisition de biens meubles et de coffre-fort bancaire en date du 12 mai 2026 que la perquisition du téléphone portable de marque Redmi saisi auprès de l'accusé a permis de découvrir des données indiquant que celui-ci transportait des migrants illégaux à travers le territoire de la Croatie en vue d'obtenir un avantage financier illicite. À cette fin, il utilisait les applications WhatsApp et Banxo, applications par lesquelles il recevait des messages concernant le transport de migrants, ainsi que des virements sur son compte pour les frais d'hôtel, de nourriture et de carburant.

Compte tenu de tout ce qui précède, c'est-à-dire en prenant en considération les preuves énumérées, j'estime que dans le cas d'espèce, il ressort des soupçons fondés que les agissements de l'accusé réunissent tous les éléments constitutifs de l'infraction pénale qui lui est imputée, et que ce dernier a agi en vue d'obtenir un avantage financier illicite.

En effet, l'accusé a reconnu dans sa défense avoir accepté de prendre en charge et de transporter des personnes qui lui étaient inconnues, action pour laquelle il devait recevoir la somme de 1 000 euros une fois le trajet effectué ; c'est pourquoi, le 12 mai 2026, il a pris en charge, à bord d'un véhicule loué de marque Mazda 3, immatriculé PG NM595 (MNE), six migrants illégaux, à savoir cinq ressortissants du Soudan et un ressortissant du Maroc, qui avaient préalablement entré de manière illicite sur le territoire de la Croatie, et les a transportés jusqu'à ce qu'il soit intercepté par les agents de police le même jour vers 03h20 dans la localité de Vojnovac bb, période durant laquelle il utilisait un téléphone portable de marque Redmi sur lequel il recevait les instructions de l'organisateur du transport.

Par conséquent, au vu de tout ce qui précède, j'estime que le comportement de l'accusé réunit tous les éléments constitutifs de l'infraction pénale visée à l'article 326, paragraphe 1, du CP, de sorte que le dépôt du présent réquisitoire apparaît justifié et fondé en droit.

J'estime également justifié que le tribunal, en vertu de l'article 79, paragraphe 2, du CP, confisque à l'accusé le téléphone portable saisi en vertu du procès-verbal de saisie temporaire d'objets, portant le numéro de série 01301113 en date du 12 mai 2026, étant donné que l'accusé a utilisé ce même téléphone lors de la commission de l'infraction pénale, attendu qu'il existe un risque que le téléphone portable soit utilisé pour commettre une nouvelle infraction.

PROCUREUR MUNICIPAL ADJOINT
Davorin Rauch

Annexe: dossier

DAVORIN RAUCH

Signé électroniquement: 21.05.2026T13:03:51 (UTC:2026-05-21T11:03:51Z)

Vérification: <https://epotpis.rdd.hr/provjera>

Numéro d'enregistrement : 6cdec603-e1ec-41e3-9268-ec5bdf381523

Procurature Municipale de Karlovac



FIN DE LA TRADUCTION

Je soussignée, Natalia Šinković, interprète judiciaire permanent(e) pour la langue anglaise, française et roumaine, nommée par la décision du Ministre chargé des affaires du pouvoir judiciaire dans la République de Croatie, classe: UP/I-710-02/25-01/606, n° de dossier attribué: 514-03-04-03/03-26-07 du 11 février 2026, certifie par la présente que la traduction susdite est complètement conforme à son original écrit en langue croate.

Numéro d'authentification: 267/26

Donja Zdenčina, 31/05/2026





REPUBLIKA HRVATSKA
OPĆINSKO DRŽAVNO ODVJETNIŠTVO U KARLOVCU
Karlovac, Trg hrvatskih branitelja 1

Broj: KO-DO-236/2026-1
Karlovac, 20. svibanj 2026.
DR/MB

OPĆINSKI SUD U KARLOVCU

KARLOVAC

Na temelju članka 38. stavka 2. točke 6. u svezi članka 341. stavak 3. Zakona o kaznenom postupku („Narodne novine” broj 152/2008., 76/2009., 80/2011., 121/2011. – pročišćeni tekst, 91/2012., 143/2012., 56/2013., 145/2013., 152/2014., 70/2017., 126/2019., 130/2020., 80/2022., 36/2024., 72/2025. i 13/26.; dalje: ZKP), podižem:

OPTUŽNICU

protiv

okrivljenika IBRAHIMA ERIYLMAZA, MBS: 1310974090794, sina Muslu Eriylmaza i Cemile Kizikilic, rođena Kizilkilic, rođenog 13. listopada 1974. u Francuskoj, Monistrol Sur Loire, s prebivalištem u Saint Didier, Faubourg de Lyon 8, državljana Francuske i Turske, komercijalista, nezaposlenog, sa završenom SSS, rastavljenog, oca četvero djece, nalazi se na slobodi,

da je:

12. svibnja 2026. oko 03,20 sati, u mjestu Vojnovac bb, općina Josipdol, sukladno prethodnom dogovoru s nepoznatom osobom, prema točno dobivenim uputama koje je zaprimio na svoj mobitel marke Redmi, u nakani da se materijalno okoristi ilegalnim prevoženjem stranih državljana, za novčani iznos od 1.000 eura u osobnom vozilu marke Mazda 3, registarskih oznaka i brojeva PG NM595 (MNE) prevezio šest ilegalnih migranata i to pet državljana Sudana i jednog državljana Maroka koji su prethodno nezakonito mimo granične kontrole ušli u Hrvatsku, iako je bio svjestan da se isti nezakonito nalaze na području Hrvatske te ih je prevezio prema Zagrebu dok nije zaustavljen od strane policijskih službenika,

dakle, iz koristoljublja omogućio i pomogao drugim osobama nedozvoljeno kretati se i boraviti u Republici Hrvatskoj,

pa da je time počinio kazneno djelo protiv javnog reda – protuzakonitim ulaženjem, kretanjem i boravkom u Republici Hrvatskoj, drugoj državi članici Europske Unije ili potpisnici Šengenskog sporazuma opisano i kažnjivo po članku 326. stavak 1. Kaznenog zakona („Narodne novine“, broj 125/2011., 144/2012., 56/2015., 61/2015., 101/2017., 118/2018., 126/2019., 84/2021., 114/2022., 114/2023., 36/2024. i 136/2025; dalje: KZ).

Na temelju članka 79. stavak 2. KZ-a predlažem da sud od okrivljenika oduzme mobilni uređaj oduzet potvrdom o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301113 od 12. svibnja 2026.

Dokazi na kojima temeljim optužnicu i koje namjeravam izvesti na raspravi:

1. Izvješće o postupanju policijskih službenika od 12. svibnja 2026. (list 14)
2. Potvrda o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301113 od 12. svibnja 2026. (list 15)
3. Potvrda o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301114 od 12. svibnja 2026. (list 16)
4. Zapisnik o privremenom oduzimanju predmeta od 12. svibnja 2026. (list 17-18)
5. Zapisnik o očevidu od 12. svibnja 2026. (list 19)
6. Zapisnik o prvom ispitivanju okrivljenika s AV snimkom od 12. svibnja 2026. (list 21-25)
7. Zapisnik o pretrazi pokretne stvari i bankovnog sefa od 12. svibnja 2026. (list 29-32).

Obrazloženje

Policijska uprava karlovačka, Policijska postaja Ogulin podnijela je kaznenu prijavu protiv okrivljenika Ibrahima Eriylmaza zbog kaznenog djela protuzakonitog ulaženja, kretanja i boravka u Republici Hrvatskoj, drugoj državi članici Europske Unije ili potpisnici Šengenskog sporazuma iz članka 326. stavak 1. KZ-a.

Osnovana sumnja da je okrivljenik počinio predmetno kazneno djelo proizlazi iz izvješća o postupanju policijskih službenika, zapisnika i potvrda o privremenom oduzimanju predmeta te zapisnika o pretrazi pokretne stvari i bankovnog sefa.

Prilikom provođenja dokazne radnje prvog ispitivanja okrivljenika Ibrahim Eriylmaz je iznio obranu u kojoj je naveo da je počinio to djelo zbog novaca. Naveo je da ima financijske probleme i ne radi. S obzirom da mu trebaju novci i da nema pomoći ni od svoje djece to je počinio samo zbog novaca. Kaje se i neće to ponoviti, zaista su mu trebali ti novci. Počinio je veliku grešku i žao mu je. Oni mu nisu objasnili taj način, jako mu je žao. Zna da je to jako loše što je napravio čak i ako ide u zatvor jer zakon je zakon. To ne može više ispraviti, što je napravio, napravio je, žao mu je. Ako ga se pusti na slobodu bit će mu problem jer nema novaca za put. Organizator je stavio oglas na Facebook, kontaktirao ga je preko Facebooka i rekao da se vrši taj prijevoz između 130 i 150 km i da će za svaku turu dobiti 1.000 eura. Prije dva mjeseca je vidio taj

oglas, on je označio da je zainteresiran za taj oglas. Oni su ga kontaktirali. Jedan se zove Oguz, drugi Durzu, Oguz mu je objasnio da živi u Bihaću i da je živio četiri godine u Crnoj Gori. U mobitelu su podaci od obje osobe, oboje su Turčini. Komunicirali su preko Whatsapp i Messengera, nije se osobno vidio s njima. U Hrvatsku je došao automobilom u kojem je zaustavljen. Išao je iz Podgorice u Dubrovnik. Migrante je preuzeo na jednoj cesti, tri ili četiri kilometra od mjesta gdje ga je zaustavila policija. Migranti su bili na cesti. U Crnu Goru je došao iz Lyona prije tri dana. Trebao je vršiti prvi prijevoz prekjučer. S prvim vozilom nije mogao prijeći granicu, oni su unajmili vozilo u rent a caru, oni su to platili, poslali su mu adresu, on je taksijem došao do rent a cara i preuzeo auto. Ima adresu. Policija ga na granici nije pustila u Hrvatsku jer je imao vozilo kojim ne može ući u Europu. To vozilo nema tablice pa ne mogu izaći iz Crne Gore pa se ponovno vratio da bi uzeo drugo vozilo i poslali su mu 40 eura kako bi platio. Dobio je novce na bankovni račun, i prije su mu poslali novce. Trebao je voziti do Zagreba. Trebao je naknadno tijekom vožnje dobiti upute kamo da vozi, trebao je dobiti tri lokacije do Zagreba i dobio je te lokacije. Oni su vidjeli po lokacijama gdje on ide. Za taj prijevoz je trebao dobiti 1.000 eura. Novac nije dobio jer je zaustavljen. Da ih je dovezao na mjesto dobio bi novce putem transakcije. Fotografirao je i snimao migrante prilikom preuzimanja migranata i poslao im preko Whatsapp. S migrantima nije pričao, oni pričaju samo arapski, malo francuski, rekli su da su iz Sudana i Maroka, bili su umorni i jako žedni, bili su u jako lošem stanju. Spreman je ostati ovdje kako bi se uhitili organizatori i spreman je surađivati.

Iz izvješća o postupanju policijskih službenika od 12. svibnja 2026. proizlazi da su policijski službenici navedenog dana oko 03,16 sati u mjestu Vojnovac na državnoj cesti 42 zamijetili osobno vozilo Mazda 3, registarskih oznaka i broja PG NM595 (MNE) koje vozilo je bilo vidno opterećeno i zamagljeno radi čega je postojala osnovana da se u istom prevoze ilegalni migranti. U 03,20 sati u mjestu Vojnovac bb u blizini pružnog prijelaza navedeno vozilo je davanjem vidljivih svjetlosnih signala zaustavljeno te je izvršenom kontrolom utvrđeno da istim upravlja okrivljeni Ibrahim Eriylmaz dok se u svojstvu putnika u vozilu nalazilo šest nepoznatih osoba na način da se jedna muška osoba nalazila na mjestu suvozača, a petoro muškaraca na stražnjoj klupi, bez dokumenata po vlastitim izjavama pet državljana Sudana i jedan Maroka za koje se opravdano sumnja da su na ilegalan način ušli, kretali se i boravili na području Hrvatske – ilegalni migranti.

Iz potvrde o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301113 od 12. svibnja 2026. proizlazi da je od okrivljenika oduzet mobitel marke Redmi crne boje bez vidljivih oštećenja.

Iz potvrde o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301114 od 12. svibnja 2026. proizlazi da je od okrivljenika oduzet osobni automobil marke Mazda 3 bijele boje, registarskih oznaka i brojeva PG NM595 (MNE) s pripadajućim ključem, prometna dozvola za navedeno vozilo izdana na poduzeće Meriem d.o.o. sa sjedištem u Crnoj Gori, Podgorica, Bulevar Veljka Vlahovca 16.

Iz zapisnika o pretrazi pokretne stvari i bankovnog sefa od 12. svibnja 2026. proizlazi da su pretragom mobitela marke Redmi koji je oduzet od okrivljenika pronađeni podaci koji ukazuju da je isti preko teritorija Hrvatske prevezio ilegalne migrante radi stjecanja protupravne materijalne koristi za sebe. Pri tom se koristio aplikacijama Whatsapp te Banxo, a putem kojih aplikacija je zaprimao poruke u vezi

prijevoza migranata kao i uplate na račun za troškove hotela i prehrane te za gorivo.

S obzirom na sve navedeno dakle uzimajući u obzir nabrojane dokaze, smatram kako u konkretnom slučaju proizlazi osnovana sumnja da su u postupanju okrivljenika ostvarena sva bitna obilježja kaznenog djela stavljenog mu na teret te da je isti postupio iz koristoljublja.

Naime, okrivljenik je u svojoj obrani priznao da je pristao preuzeti i prevesti njemu nepoznate osobe, a za što je trebao dobiti iznos od 1.000 eura po izvršenoj vožnji te je stoga 12. svibnja 2026. preuzeo u unajmljeno vozilo marke Mazda 3, registarskih oznaka i brojeva PG NM959 (MNE) šest ilegalnih migranata i to pet državljana Sudana i jednog državljanina Maroka koji su prethodno na nezakonit način ušli na područje Hrvatske te ih je prevezio dok nije istog dana oko 03,20 sati u mjestu Vojnovac bb zaustavljen od strane policijskih službenika, a za koje vrijeme se koristio mobitelom marke Redmi na koji je primao upute organizatora prijevoza.

Slijedom svega naprijed navedenog smatram da su u ponašanju okrivljenika ostvarena sva bitna obilježja kaznenog djela iz članka 326. stavak 1. KZ-a pa se podizanje ove optužnice ukazuje opravdanim i na zakonu utemeljenim.

Također smatram opravdanim da sud na temelju članka 79. stavak 2. KZ-a od okrivljenika oduzme mobitel oduzet potvrdom o privremenom oduzimanju predmeta serijskog broja 01301113 od 12. svibnja 2026. s obzirom da se okrivljenik koristio istim mobitelom prilikom počinjenja kaznenog djela, a sve budući postoji opasnost da će mobitel biti korišten za ponovno počinjenje kaznenog djela.

ZAMJENIK OPĆINSKOG DRŽAVNOG ODVJETNIKA
Davorin Rauch

Prilog: spis



